

## STATION 1

### État des lieux sur le développement social au Québec

#### Principaux enjeux et défis

##### RECONNAISSANCE ET VISIBILITÉ | BESOIN D'ÉVALUATION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Déficit de reconnaissance et de visibilité. Différentes conceptions du développement du territoire (développement durable, développement des collectivités, **développement municipal**, développement local, développement territorial, développement social, etc.) se côtoient sur le terrain. Même les personnes plus impliquées peinent à faire des distinctions entre ces perspectives d'action.

Beaucoup d'efforts sont mis de l'avant pour faire valoir la pertinence de l'action de développement social. De façon générale, le développement social souffre de l'absence d'évaluation des **résultats retombés** et des effets de ses actions, ce qui n'aide pas ses efforts de sensibilisation et de reconnaissance.

**NOTE : Les efforts devraient être mis sur l'union.**

**NOTE : Le gros défi pour la reconnaissance c'est que des promoteurs des différentes approches du développement apprennent à exercer un leadership unifié (plutôt que leur propre financement).**

##### HYPERCONCERTATION

Depuis 1998, le développement social est resté fidèle à ses principaux champs d'action tout en y ajoutant de nouvelles préoccupations. Celles-ci émergent soit de besoins identifiés par les milieux eux-mêmes ou sont encouragées par des Fonds et programmes publics ou privés, ainsi que par des stratégies et des lois de l'État. Face au potentiel de multiplication des efforts et des intentions pouvant provenir de multiples sources, les acteurs terrain sont de plus en plus aux prises avec la problématique de l'hyperconcertation.

##### RECHERCHE DE FINANCEMENT

Les efforts soutenus, la créativité et le temps consacré pour développer des façons de financer les actions de développement social ont pris une importance croissante dans l'agenda des partenaires et restreignent le temps consacré à la réalisation d'actions.

**NOTE : Pas d'argent pour les actions innovantes = consolidation difficile**

**NOTE : Pas d'argent pour les actions = moins de fonds pour les actions**

**NOTE : Il faudrait décloisonner le financement.**

##### INTERSECTORIALITÉ VS PARTICIPATION DU SECTEUR PRIVÉ

La participation aux efforts de développement social s'est significativement élargie pour inclure une diversité d'acteurs. Pour la majorité des régions, le secteur privé (acteurs économiques) demeure un secteur avec lequel il est difficile de créer des ponts. Les élus, quant à eux, sont de plus en plus sensibilisés aux actions de développement social à l'œuvre sur leur territoire. Cet élargissement du **spectre des partenaires** **NOTE : "Spectre des partenaires" à modifier, car c'est à connotation négative** fait en sorte que le développement social est solidement engagé dans l'intersectorialité. L'apport des différents secteurs permet d'intervenir de façon directe sur des problématiques sociales.

**COMMENTAIRE : Le partenariat est le moteur (outil) pour faire du développement social.**

## SECTORIALITÉ

La spécialisation des pratiques qui s'est développée au fil du temps ne facilite pas toujours une participation élargie au palier régional, particulièrement celle des citoyens. Comme une bonne partie des sources de financement et des structures de concertation garde un caractère sectoriel, cela peut avoir un effet multiplicateur sur les lieux de participation contribuant également au phénomène d'hyperconcertation.

NOTE : Le territoire local est le lieu le plus près du citoyen. Si le citoyen participe localement à définir les enjeux, cela mène à des actions communes. Ça peut entraîner de l'intérêt vers l'établissement de ponts entre le régional et le local.

## PONT ENTRE NIVEAUX RÉGIONAL ET LOCAL

Un dernier constat fort concerne l'ancrage territorial des efforts de développement social qui est porteur de beaucoup de potentiel au niveau de la participation élargie du milieu. Les ponts entre les niveaux régional et local posent des défis et demandent des efforts considérables qui sont encore difficiles à soutenir. Toutefois, une approche de développement territorial implique des niveaux de connaissance et de reconnaissance mutuelle beaucoup plus significatifs pour mettre en lien l'ensemble des acteurs du développement d'une région et de ses communautés.

# STATION 2

## Définition | Place du développement social

### Définition

Le développement social doit être compris comme un ensemble de moyens pris par la société pour permettre aux personnes de s'épanouir pleinement, de participer à la vie sociale et de disposer des droits sociaux inscrits dans les chartes québécoise et canadienne des droits et libertés de la personne.

Dans cette perspective, les moyens à privilégier dans une approche de développement social doivent viser à rejoindre tout autant les personnes (le renforcement du potentiel des personnes et l'exercice de la citoyenneté) (le renforcement du potentiel et de la participation des personnes dans l'exercice de la citoyenneté), les le développement des collectivités locales (le développement local, le renforcement des solidarités locales et des lieux de démocratie), que l'ensemble des acteurs sociaux à travers des pratiques favorisant la concertation (dans les constats, dans les décisions et dans l'action), la recherche continue de l'équité, la solidarité sociale, l'intersectorialité, une ouverture pour l'innovation, de même que des préoccupations pour un développement durable.

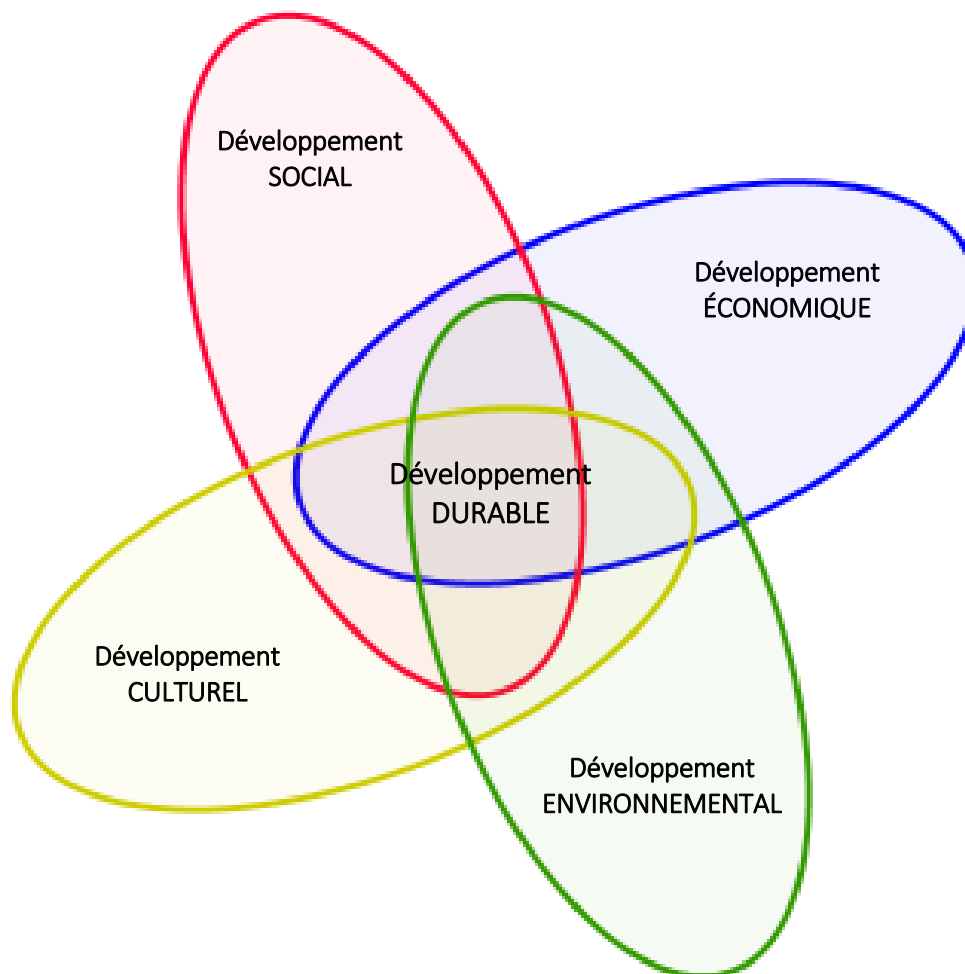
NOTE : Ajouter l'importance de l'inclusion sociale (n'est pas dans le texte)

NOTE : Y inclure les valeurs. Exemple : Dans un esprit de solidarité, de démocratie, de justice sociale, ...

NOTE : Il faut vulgariser encore davantage +++ pour s'assurer de l'accessibilité du contenu pour tous!

NOTE : À rephraser, difficile à comprendre rapidement.

## Positionnement



Le développement social est une composante essentielle du développement durable.

Les démarches régionales de développement social sont des actrices incontournables du développement régional **et territorial**.

Le RQDS est un acteur incontournable du positionnement du développement social et des démarches régionales de développement social.

**NOTE : Il faudrait que le RQDS prenne le leadership de rassembler les grands réseaux.**

## STATION 3

# Valeurs | Principes | Conditions de réussite

### Valeurs

La justice sociale.

L'égalité entre les personnes (hommes et femmes, jeunes et aînés, etc.).

L'équité.

L'entraide et la solidarité (incluant la notion de coresponsabilité).

Le respect des droits et des libertés des personnes.

La participation citoyenne et le plein exercice démocratique.

Un parti pris pour l'occupation **et la vitalité** du territoire et le respect de l'environnement.

**Capacité d'agir (empowerment)**

**Inclusion**

### Principes d'action

#### EN LIEN AVEC LES PERSONNES

Les actions de développement social doivent :

- Viser l'épanouissement des personnes.
- **Viser le respect des personnes (identité, genre, origine, etc.)**
- Viser l'équité et la justice sociale.
- Miser sur la capacité des personnes d'agir sur les situations qui les concernent et fournir aux individus et aux groupes de citoyens le soutien nécessaire pour qu'ils puissent mener leurs actions.

#### EN LIEN AVEC LES COMMUNAUTÉS

Les actions de développement social doivent :

- **Activer des liens et créer des opportunités, des déclencheurs et des facilitateurs**
- **Adapter nos modes d'intervention, de gestion et de communication**
- Respecter les dynamiques présentes dans les communautés et reconnaître ce qui se fait déjà dans les communautés.
- Soutenir les solidarités locales.
- Chercher à miser sur les forces présentes dans les milieux pour agir sur les problèmes vécus dans ces milieux.
- Veiller à respecter les équilibres présents dans les milieux, tant aux niveaux économique et démographique qu'au plan environnemental.

## EN LIEN AVEC LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les actions de développement social doivent :

- Viser à ce que le développement économique prenne en compte soit conditionnel aux les besoins et les aux droits des personnes.
- Viser à ce que les acteurs du développement économique prenne en compte soit conditionnel aux les impacts de leurs activités sur les travailleurs et travailleuses, sur les personnes et sur les communautés.
- Viser à ce que les perspectives de développement économique prenne en compte soit conditionnel aux les dimensions culturelles québécoises, de même que les qu'aux spécificités culturelles des différents milieux.
- Viser à ce que la société québécoise favorise et soutienne les diverses formes de développement économique. NOTE : Ce dernier point n'est pas pertinent selon nous.

## EN LIEN AVEC LES POLITIQUES NATIONALES

Une perspective de développement social commande :

- Que les politiques nationales favorisent l'implication de l'ensemble de la société. NOTE : C'est qui l'ensemble? Expression creuse à préciser.
- Que les politiques nationales favorisent la décentralisation, l'harmonisation des politiques avec les besoins des milieux, la synergie entre les paliers d'intervention et qu'ils rendent possible l'intersectorialité.
- Que les politiques nationales garantissent un filet de protection sociale adéquat et favorisent la cohésion sociale.

## Conditions de réussite

### DÉCENTRALISATION ET HARMONISATION DES INTERVENTIONS

Pour que cela se réalise, il apparaît nécessaire de repenser les rapports entre les différents paliers d'intervention dans une perspective de synergie et de complémentarité reposant sur une logique de subsidiarité.

- Parce qu'il est le plus proche de la personne et le plus apte à favoriser la participation sociale et la solidarité, le niveau local est celui où doivent s'enraciner l'action et l'intervention autour de projets concrets et de projets issus du milieu impliquant la participation des citoyens et citoyennes.
- Le niveau régional doit favoriser la prise en charge par le local des enjeux de développement social des communautés. À cette fin, le régional doit être celui qui soutient l'action locale tout en faisant les arrimages, les adaptations et les arbitrages avec les politiques nationales.
- On s'attend du palier national à ce qu'il soit celui qui, sur la base d'une vision globale du devenir de la collectivité misant sur la participation des citoyens et des citoyennes dans les processus de développement, fixe les grandes orientations, définisse les objectifs et les normes et alloue les enveloppes budgétaires régionales, en tenant compte des besoins et des spécificités des régions.

### ACTION INTERSECTORIELLE

L'action intersectorielle génère des actions qui contribuent à l'amélioration de la santé des populations. Elle s'appuie sur une diversité d'acteurs et d'actrices sociaux. Il s'agit d'une approche qui permet à chaque acteur et actrice de sortir de son champ traditionnel pour concourir à la réalisation d'objectifs communs. L'intersectorialité vise à apporter une valeur ajoutée aux actions sectorielles sans dédoubler ces dernières, notamment par la

collaboration autour de cibles et d'actions convenues entre partenaires. Elle doit nécessairement reconnaître et respecter la mission et les expertises de chacun.

**NOTE : D'accord sur l'énoncé. Toutefois, besoin de soutien et de ressources (humaine, financière, matérielle).**

#### UNE CONCERTATION EFFICIENTE

Pour que la concertation soit efficace, certains éléments doivent nécessairement s'y retrouver : une communication franche, une bonne volonté des partenaires de travailler de façon collective à un but commun, un esprit d'ouverture, une implication active de chacun et un pouvoir décisionnel des représentants.

**NOTE : Esprit collectif de passer du "je" au "nous" dans une vision partagée.**

**NOTE : Importance du respect ++**

#### LE SOUTIEN DES ÉLUS

Pour assurer la viabilité des démarches régionales de développement social, le soutien des élus dans le cadre même du processus et une contribution gouvernementale récurrente sont inévitables.

**NOTE : Partage du pouvoir avec la société civile = démocratie participative.**

#### UNE COORDINATION **ET UNE ÉQUIPE**

L'accompagnement des démarches est également un facteur de réussite essentiel. Ces personnes assument bon nombre de responsabilités dont, entre autres, la coordination de la démarche, l'animation des rencontres, la réalisation du plan d'action et son suivi, la gestion des projets, le réseautage, le partenariat, etc. Elles doivent détenir des expertises en termes de contenu et de processus et posséder des qualités interrelationnelles nombreuses. Un financement adéquat est requis.

**NOTE : Proche des personnes**

## STATION 4

# Vision de changement | Orientations

### Vision d'avenir

Le Québec répondra au principal défi des sociétés du XXI<sup>e</sup> siècle, en intégrant de façon convergente et complémentaire les quatre piliers du développement durable : économique, environnemental, culturel et social.

L'approche du développement social, qui met les personnes et les collectivités au centre de sa vision du développement en les abordant dans leur globalité et dans une perspective intersectorielle, sera reconnue unanimement comme modèle d'avenir **innovant socialement viable, structurant, rentable et ayant un impact sur le développement du Québec.**

Ses acteurs aux niveaux local, **municipal**, territorial, régional et national, disposeront de la légitimité nécessaire et de la stabilité organisationnelle pour déployer pleinement leurs interventions.

Enfin, ces acteurs auront la capacité d'ajuster leurs pratiques et de témoigner des impacts de l'approche du développement social sur l'ensemble de la société.

## Orientations

### LÉGITIMITÉ

Le développement social et les démarches régionales de développement social sont reconnus et soutenus. NOTE : Reconnus comment? Financièrement?

NOTE : Se donner un rôle : Développer un leadership pour rassembler et mobiliser les grands acteurs et réseaux autour du projet d'une politique en développement social?

### FINANCEMENT ET PÉRENNITÉ DES ACTIONS

Les démarches régionales de développement social et les initiatives en développement social ont accès à un financement leur permettant de mettre en place des actions dans une optique de pérennité et non pas uniquement sur la base de projets. NOTE : Idem pour les supports aux projets.

### ÉVALUATION ADAPTÉE

Les acteurs du développement social ont la capacité de témoigner de l'apport du développement social : ses impacts et la contribution des actions réalisées à l'ensemble de la société (efficientes, adaptées, durables).

Les acteurs du développement social ont la capacité d'utiliser l'évaluation adaptée pour ajuster les pratiques et les interventions sur le terrain en ayant recours à des outils et un accompagnement adaptés et adéquats.

### IMPLICATION DU MILIEU POLITIQUE

Les élus – scolaires, municipaux, députés et ministres – s'impliquent activement dans les actions en développement social à différents paliers – local, municipal, territorial, régional et national.

NOTE : Définir l'implication! Pas qu'au niveau décisionnel...

### PONTS ENTRE L'ÉCONOMIQUE ET LE SOCIAL

Les acteurs du milieu économique participent aux actions en développement social et inversement pour les acteurs en développement social.

### PARTICIPATION CITOYENNE

Les actions en développement social favorisent la participation citoyenne et inversement, la participation citoyenne favorise le développement social.

### HYPERSOLLICITATION ET ARRIMAGE

Les acteurs régionaux et locaux du développement social observent une concertation intersectorielle (et interministérielle) entre les ministères, organismes et autres bailleurs de fonds et les initiatives en développement social peuvent être mises en œuvre avec efficacité et efficacité.

NOTE : Transversalité

### LEVIERS À CONSTRUIRE

Le développement social est clairement rattaché aux différentes missions de l'État.

## STATION 5

# Gouvernance | Mise en œuvre | Dispositifs | Mesures concrètes

Comment devrait-on mettre en œuvre cette politique concrètement? Par quels mécanismes devrait-on la suivre? Quels dispositifs ou mesures devraient être mis en place pour assurer les progrès?

Les propositions suivantes sont inspirées des travaux réalisés par le Réseau québécois de revitalisation intégrée (RQRI).

### Mise en œuvre

#### UN COMITÉ DE PARTENAIRES POUR LA MISE EN ŒUVRE

Un comité de partenaires devrait être mis en place pour assurer une bonne mise en œuvre de la politique. Ce comité sera formé notamment du RQDS, d'un ministre responsable (président), des divers ministères concernés et d'autres réseaux (NOTE : municipalités, éducation) et organismes.

NOTE : coalition des paliers local, régional, national

#### SUIVI ET ÉVALUATION

Un mécanisme de suivi sera mis en place dès le démarrage. Il inclura une rencontre annuelle (NOTE : biannuelle?) du comité de partenaires.

Une étape d'évaluation sera planifiée après 5 ans de mise en œuvre. Cette étape d'évaluation permettra de voir les progrès réalisés et de nommer les ajustements à apporter à la politique si nécessaire.

NOTE : Ce comité pourrait être une bonne opportunité d'organiser différentes rencontres thématiques dont l'objectif serait de sensibiliser les représentants des ministères aux enjeux et réalités du terrain et de leur faire part de l'évolution du développement social « dans la vraie vie » : leviers, obstacles, éléments de contexte, etc.

### Critères d'établissement du soutien financier pour les démarches régionales de développement social

Essentiellement le soutien financier aux démarches doit servir à la coordination et à son équipe et à la mise en œuvre du plan d'action tel que décidé par la démarche régionale. Le budget de soutien pourra également être utilisé comme levier financier pour la mise en place d'actions.

NOTE : Ce levier doit appuyer l'action régionale et locale.

#### UN MONTANT DE BASE MINIMUM

Même s'il y a des différences et des critères pour déterminer l'aide financière, un travail d'animation, de coordination et d'évaluation de chaque démarche est un incontournable. Il y a donc un montant de base suffisant nécessaire pour permettre le financement d'une de ressources professionnelles à long terme pour le soutien et l'accompagnement de la démarche, les frais de fonctionnement et les frais d'évaluation.



## LE NIVEAU DE DÉFAVORISATION

Plus le milieu est défavorisé et dévitalisé (selon l'indice de défavorisation de Pampalon et Raymond), plus le travail est intense à réaliser. Il faut donc en tenir compte dans le soutien financier.

**NOTE : Attention aux poches de pauvreté qui peuvent passer sous les radars.**

**NOTE : Mettre en place des processus de démocratisation des données (liens entre les statistiques et le vécu réel du milieu). Ex : Observatoire Estrien.**

## LA DENSITÉ DE LA POPULATION

La densité de la population sur le territoire est un facteur à prendre en compte. Une partie du soutien financier sera attribué au prorata de la population.

**NOTE : Tenir compte des indices de défavorisation**

## LA SUPERFICIE DU TERRITOIRE

Une spécificité à prendre en compte, en particulier en milieu rural, est la grandeur du territoire et les distances à parcourir pour mobiliser les acteurs. Une partie du soutien financier sera attribué au prorata de la superficie du territoire.

## ENTENTES SUR 5 ANS - AVEC INDEXATION AU COÛT DE LA VIE

Pour permettre l'atteinte de résultats, il faut une certaine stabilité dans le financement. Un financement sur 5 ans, indexé au coût de la vie, permettra de se concentrer sur les résultats et d'évaluer adéquatement la démarche.